

L'Humanité a peur, l'Algérie se barricade...

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5035 - Jeudi 19 mars 2020 - Prix : 10 DA

Transport aérien

Air Algérie suspend tous ses vols internationaux

Interpellations et saisie de divers produits dans plusieurs wilayas

Rien n'arrête les contrebandiers

Le coût du confinement

Par Mohamed Habili

On pouvait s'attendre mardi dernier, tant d'ailleurs en Algérie qu'en Tunisie, leurs deux présidents devant parler le même jour, à ce que des mesures de confinement soient prises comme en coordination, bien que la propagation du Covid-19 y soit encore limitée dans les deux pays, en comparaison en tout cas de la situation prévalant à cet égard chez nos voisins européens. Il n'en a rien été, encore que Kaïs Saïed ait tout de même décrété une sorte de petit confinement, sous la forme d'un couvre-feu nocturne. Ce qui est plutôt étonnant, étant donné que ce n'est pas pendant la nuit que les gens sont le plus en contact les uns des autres, et donc en capacité de se contaminer, mais quand il fait jour. Reste que si les Tunisiens sont déjà interdits de sortie pendant la nuit, c'est qu'ils pourraient bientôt l'être pendant le jour également. Dans l'allocution de Abdelmadjid Tebboune, il n'a été question en revanche d'aucune restriction de cet ordre, ni même d'un appel aux Algériens pour qu'ils ne se déplacent qu'en cas de nécessité. Pour les autres mesures visant à entraver l'expansion de l'épidémie, notamment la fermeture des écoles et universités, et l'interdiction des rassemblements où qu'ils puissent se produire, y compris dans les mosquées, les deux pays en sont au même point. Mieux, ils les ont adoptés quasiment dès les premières contaminations confirmées, ce qui sans doute a été pour quelque chose dans le fait qu'ils soient encore relativement peu atteints.

Suite en page 3

Accueil très favorable aux mesures annoncées par Tebboune

Vigilance et prévention dans une capitale désertée

● Le nombre de cas confirmés monte à 72, un sixième décès enregistré



PH/E. Soraya/J. A.

Les mesures annoncées par le président de la République, notamment l'interdiction par mesure de prévention contre le coronavirus des rassemblements et marches, ont eu un écho favorable chez les Algériens. D'ailleurs, la capitale et les grandes villes connaissent un net recul de l'affluence des citoyens. Lire page 2

Avancement des vacances scolaires et universitaires

Une mesure salubre, en attendant les restrictions de rassemblements

Afin de s'adapter à la situation actuelle

Des artistes associés à une campagne de sensibilisation

Accueil très favorable aux mesures annoncées par Tebboune

Vigilance et prévention dans une capitale désertée

■ Les mesures annoncées par le président de la République, notamment l'interdiction par mesure de prévention contre le coronavirus des rassemblements et marches, ont eu un écho favorable chez les Algériens. D'ailleurs, la capitale et les grandes villes connaissent un net recul de l'affluence des citoyens.

Par Louiza Ait Ramdane

Rencontrée lors d'une tournée au niveau du centre-ville d'Alger, une dame, portant un masque médical, a assuré que la déclaration du président au sujet de la fermeture des frontières, des mosquées et l'interdiction des rassemblements, sont des mesures salutaires, que le peuple algérien doit respecter pour éviter la propagation du coronavirus. Une autre dame affirme avoir pris «la décision d'éviter les marchés du vendredi, les marchés et les sorties en général, sauf en cas de nécessité extrême», exprimant, en outre, son «souhait de voir les gens prendre conscience du danger représenté par ce virus qui demeure sans remède». Même version chez Amina, une mère de famille, qui défend à ses enfants de sortir, en ces jours de vacances scolaires, pour préserver leur santé. Un homme rencontré au niveau d'une pharmacie pour acheter des gels à ses enfants, a déclaré que pour la première fois il est d'accord avec le discours officiel des autorités. «Il faut que les gens comprennent que le virus a causé des milliers de victimes dans le monde. L'Etat algérien devait interdire déjà les rassemblements et les voyages depuis la déclaration du premier cas en Algérie», dira-t-il. Depuis seulement quelques jours, les espaces publics et de commerce ont enregistré un recul de l'affluence des citoyens, à cause de la crainte d'une infection par le coronavirus. En effet, dans la



PH. Soraya J. A.

capitale il y a de moins en moins de monde dans les rues. Et les déplacements des Algériens sont très réduits par peur d'une contamination au coronavirus. Sur les réseaux sociaux, plusieurs personnes ont appelé les citoyens à rester chez eux, en lançant la campagne «Ouk3ed fi Darek» (Reste chez toi). Un appel qui a reçu un écho favorable chez la population qui affiche un certain degré de conscience, mais surtout de crainte sereine face au coronavirus qui fait des ravages dans le monde, notamment dans les pays développés. Dans les rues de la capitale, de nombreux citoyens ont opté pour le port du

masque médical. L'activité commerciale elle aussi est aujourd'hui singulièrement faible. Certains magasins de grandes marques à Alger-Centre ont carrément baissé rideau, derrière des écriteaux portant la mention «Par mesure de sécurité et de prévention».

Le nombre de cas confirmés monte à 72, un sixième décès enregistré

Jusqu'à hier dans l'après-midi, douze nouveaux cas de coronavirus, dont un décès, ont été enregistrés en Algérie, por-

tant le nombre de cas confirmés à 72 et les décès à six. «Le ministre de la Santé a notifié ce jour, mercredi 18 mars 2020, douze nouveaux cas confirmés du virus corona, dont un nouveau décès, un homme âgé de 62 ans dans la wilaya de Blida, pour atteindre un total de soixante-douze cas confirmés dont six décès», a précisé le communiqué du ministère de la santé. Pour les nouveaux cas, le ministère a fait savoir qu'il s'agit de quatre cas dans la wilaya d'Alger, quatre cas dans la wilaya de Blida, un cas dans la wilaya de Béjaïa, un cas dans la wilaya de Skikda, un cas dans la wilaya de Tizi-Ouzou et un cas

dans la wilaya de Médéa. Pour rappel, le coronavirus a fait au moins 7 873 morts dans le monde depuis son apparition en décembre, selon un bilan l'OMS. Plus de 194 000 cas d'infection ont été dénombrés dans 150 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Les pays les plus touchés après la Chine sont l'Italie avec 2 503 morts pour 31 506 cas, l'Iran avec 988 morts (16 169 cas), l'Espagne avec 491 morts (11 178 cas) et la France avec 175 morts (7 730 cas). «Il faut s'attendre à de nombreux autres cas de coronavirus»

Pour le président de l'Ordre des médecins, Mohamed Bekkat Berkani, c'est le moment de déclencher un mouvement de prévention général. «Il faut s'attendre à l'enregistrement de nombreux autres cas de coronavirus», prévient-il. Invité de la rédaction de la radio Chaîne 3 de la Radio nationale, Bekkat Berkani a appelé les citoyens à prendre conscience de la menace et recommande aux autorités d'améliorer la communication sur cette pandémie mondiale. Il a insisté sur le fait qu'il fallait «absolument communiquer, dire la vérité et adopter les mesures d'hygiène individuelle qui sont nécessaires». Indiquant qu'il n'y avait pas de traitement ou de vaccin encore, il a enchaîné : «Il faut que les citoyens comprennent que nous devons absolument mettre l'accent de façon quotidienne sur ces dispositions de prévention avant d'arriver aux solutions extrêmes». L. A. R.

Un nouvel ordre mondial en gestation

L'Humanité a peur, l'Algérie se barricade...

«La fraternité universelle de l'homme est notre précieuse possession», disait Mark Twain il y a plus de cent ans. Cette fraternité a volé en éclats et cette profession de foi s'est effritée depuis l'apparition de la pandémie du Covid-19 qui touche plus de 150 pays à travers le monde. En effet, dès son apparition en Chine, le monde donnait l'impression que le problème ne le concernait pas et a préféré laissé le pays de Mao Zedong combattre seul la catastrophe. Après de terribles semaines, des mesures drastiques et une lourde facture en pertes humaines, Pékin annonce au monde qu'elle a réussi à stopper le fléau et endiguer le virus. Confucius peut être fier de ses descendants. Curieusement, le monde occidental, qui se croyait épargné, n'a vu le danger que lorsque le virus a frappé à ses portes, en Italie plus précisément, mais au lieu d'aider leur allié, en réaction de mécanisme de défense instinctive, les pays européens ont fermé leurs frontières aussitôt, entre eux, et applique la politique de chacun pour soi, tout simplement ! Pis, leur «protecteur en

chef», les Etats-Unis, suspend, juste après, ses vols vers et de l'Europe et coupent les ponts avec le vieux continent. Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Occident n'ont réagi de la sorte face à un danger externe qui a menacé l'un de ses membres. C'est à croire que tout le monde sait quelque chose et s'interdit de le dire. Ce comportement inouï a créé le doute et la suspicion à travers le monde, sur l'origine du virus et les tenants et les aboutissants de cette tragédie mondiale. Et comme pour verser de l'huile sur le feu, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, balance une information, et non des moindres, accusant ouvertement le pays de Donald Trump d'avoir propagé le virus sur le territoire chinois. En termes plus clairs, il évoque une déclaration de guerre biologique, proscrite par l'ONU, c'est-à-dire non conventionnelle, contre son pays.

Du coup, les analystes mondiaux et experts en matière géopolitique commencent à avancer l'éventualité d'une guerre «sans nom» qui serait en cours, une

guerre dont l'objectif n'est qu'une réorganisation de l'ordre mondial établi depuis la bombe d'Hiroshima (août 1945) et qui, à son terme, devrait accoucher d'un nouvel ordre mondial. Un véritable chassé-croisé est donc en train de se produire où les alliances faites auparavant vont se défaire pour se recomposer autrement. Si la thèse se confirme, on peut, d'ores et déjà, dire que rien ne sera comme avant dans le monde que nous vivons actuellement, les historiens parleront d'avant-coronavirus et après-coronavirus. Les analystes avancent que, dans ce micmac, les Etats-Unis sont en train de perdre du terrain, la «magie» n'aurait pas fonctionné comme prévu et il semblerait qu'elle s'est retournée contre le «magicien», comme on dit.

La Chine joue et risque de gagner

Une fois sa tête sortie de l'eau, la Chine est passée immédiatement à la contre-offensive, diplomatique pour le moment, en redoublant d'efforts pour venir en aide aux pays touchés

par la pandémie, notamment en Afrique, et découpler l'effort envers l'Europe, devenue l'épicentre de la pandémie, en déployant ses avions remplis de kits de dépistage et combinaisons pour médecins, en attendant qu'elle réussisse à tester un vaccin. Pendant ce temps, Donald Trump a tenté, tout simplement, d'accaparer et surtout monopoliser un vaccin allemand qui serait en test.

Si la thèse dite du «complot» se confirme, le monde serait ainsi dans un véritable scénario du «chaos créateur» (Creative chaos), une théorie chère à George Friedman, et développée au sein de son entreprise de Global-intelligence, Stratfor, et dont la stratégie avance l'idée d'un chaos mondial pour aboutir à un nouvel ordre mondial. La pandémie du Covid-19, chute des cours du pétrole, krach de Wall Street et autres places boursières, récession mondiale, un mélange explosif qui mènerait le monde inévitablement vers ce chaos voulu.

Devant cette fatalité qui se dessine, l'Algérie se barricade comme elle peut. Le président

de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué, mardi soir, une série de mesures susceptibles de juguler la propagation du virus dans le pays, et surtout tenter de ne pas arriver au stade 3 qui appellerait, de facto, la déclaration de l'état d'urgence. L'Algérie, il est vrai, ne connaît pas une situation alarmante et depuis une semaine les décisions se succèdent afin de sensibiliser la population et gérer le confinement des personnes atteintes, notamment dans les wilayas touchées. A vrai dire, les mesures annoncées par le président ont l'allure d'un état d'urgence non déclaré et ne reste que l'intervention de l'Armée nationale pour boucler la boucle. Toutefois, il reste que les deux semaines à venir seront cruciales pour le pays qui devra savoir affronter cette crise par la clairvoyance de ses dirigeants, mais surtout par la mobilisation, la prise de conscience, la solidarité et la discipline de son peuple, pour pouvoir penser, après, à se replacer sur le nouvel échiquier mondial. Ceci est autre histoire...

Mourad Hadjeri

Interpellations et saisie de divers produits dans plusieurs wilayas

Rien n'arrête les contrebandiers

■ L'activité illégale au niveau de nos frontières a atteint, ces derniers temps, une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout pour amasser le plus d'argent possible en un temps record.

Par Meriem Benchaouia

Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment ceux qui doivent permettre de faire face à la demande croissante en raison de l'épidémie de coronavirus. Rien n'arrête les contrebandiers même lorsqu'il s'agit d'une question de santé. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant au niveau de nos frontières comme il l'est aujourd'hui. Gel hydro-alcoolique, gants, bavettes... s'ajoutent à la longue liste des produits contrefaits. Les pertes économiques et financières sont considérables, et les statistiques ne font que confirmer leur ampleur. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain vu que les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. C'est ce qui ressort du bilan des opérations menées par les services de sécurité. Dans ce sens, plusieurs personnes ont été interpellées et des produits divers destinés à la contrebande ont été saisis par des groupements territoriaux de la Gendarmerie nationale des wilayas de Bouira, Médéa, Mostaganem, El-Bayadh



PH: D. R.

et Sétif, indique, hier, un communiqué de la Gendarmerie nationale. A Sétif, les gendarmes du groupement territorial ont «interpellé lors d'un point de contrôle dressé sur la RN.05, reliant Sétif à Bordj-Bou-Argeridj, une personne âgée de 35 ans, demeurant à El-Eulma, qui transportait à bord d'un véhicule quatre mille huit cent cinquante bavettes médicales de marque étrangère dont la date de péremption a expiré». Des enquêtes sont ouvertes, a-t-on souligné. A Bouira, les gendarmes du groupement territorial ont «interpellé lors d'un point de contrôle dressé sur la RN.15, reliant Bouira à Tizi-Ouzou, circonscription communale de Chorfa, une personne âgée de 63 ans, demeurant à M'sila, alors

qu'elle transportait, à bord d'un camion, deux mille deux cent quatre vingt bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques, destinées à la vente clandestine», selon le communiqué. A Médéa, les gendarmes du groupement territorial ont «interpellé sur la RN.01, reliant Médéa à Blida, commune de Tamesguida, une personne âgée de 41 ans, demeurant à Tipaza, qui transportait, à bord d'un fourgon, dix mille cartouches de cigarettes, sans registre du commerce ni factures», a ajouté la Gendarmerie nationale, relevant qu'à Mostaganem, «les gendarmes du groupement territorial ont, lors d'un service de police de la route exécuté sur la RN.11, reliant Mostaganem à Oran, de la

localité de Stidia, ont interpellé une personne âgée de 36 ans, demeurant à Oran, qui transportait, à bord d'un fourgon, vingt mille cinq cent cartouches de cigarettes de différentes marques, sans registre du commerce ni factures». A El-Bayadh, «les gendarmes du groupement territorial, agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, ont interpellé une personne âgée de 47 ans et saisi dans son hangar, aménagé clandestinement en abattoir, sis à la commune d'El-Bayadh, cinq quintaux et quarante kg de viande de volaille impropres à la consommation», selon la même source.

M. B.

Oued-Ghir et Aokas /Béjaïa

Saisie de plus de 4 000 kg de viande blanche avariée

Une quantité de 3 600 kg de viande blanche avariée destinée à la consommation a été saisie par la brigade de gendarmerie nationale d'Oued Ghir, après une opération de contrôle effectuée sur l'axe de la RN12 entre Oued-Ghir et El-Kseur, indique le groupement de la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa dans un communiqué de presse. Cette importante quantité a été transportée par deux camions

conduits par M.K., âgé de 32 ans, originaire de Blida, et de W.N. originaire de Béjaïa. Par ailleurs, la brigade de la gendarmerie d'Aokas a découvert un abattoir de volaille illicite au village Azemour. Une quantité de 541 kg de viande blanche a été saisie lors d'une descente sur les lieux. La viande a été détruite sur avis des services d'hygiène de Béjaïa et d'Oued-Ghir, du service de répression des fraudes de la

DCP et du service vétérinaire de la direction des services agricoles. Une enquête a été ouverte sur instruction du procureur de la république, ajoute le communiqué du groupement de la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa. Par ailleurs, la brigade de la Gendarmerie nationale de Kherrata a réussi, ces derniers jours, à saisir 2 kg de kif traité retrouvés sous forme de 4 plaquettes. Cette quantité était dis-

simulée sous le tableau de bord d'une Kia Picanto conduite par K.Ch., 36 ans, qui était accompagné de Kh. H. âgé de 32 ans, tous deux originaires de la wilaya de Sétif. La saisie a eu lieu suite à un contrôle routier effectué sur la RN 09, alors que les deux individus se dirigeaient vers Sétif. Ils ont été arrêtés et conduits à la brigade de la localité pour enquête.

H. C.

Tizi Ouzou

Flambée spéculative des fruits et légumes

La wilaya de Tizi Ouzou a enregistré, hier, son cinquième cas de contamination au coronavirus. Il s'agit d'un homme âgé de 35 ans, rentré de France ces derniers jours. Il a été prélevé lundi, selon son épouse, et il lui a été demandé de se mettre en isolement dans son domicile secondaire à Chéraga (Alger), à l'écart de sa petite famille résidant à Tizi-Ouzou», a précisé, hier, le Centre hospitalo-universitaire Nédir-Mohamed dans un

communiqué. La campagne de sensibilisation et de désinfection des lieux publics à titre préventif s'intensifie à travers les villes et les villages de la wilaya avec le peu de moyens dont disposent les municipalités. Par ailleurs, une cagnotte de 2 milliards de centimes, destinée à l'acquisition de matériel de prévention au profit des structures sanitaires, vient d'être dégagée par l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou. Notons, enfin,

que la déclaration de ces cas de coronavirus dans la wilaya de Tizi Ouzou s'est accompagnée par une flambée des prix des fruits et légumes. Une augmentation allant de 20 à 40 dinars sur certains légumes a été enregistrée chez les détaillants. Le kilogramme de tomate était cédé hier entre 150 et 160 DA, la carotte entre 130 à 160 DA, la courgette à 140 DA et pomme de terre entre 70 et 80 DA. La direction locale du commerce a pris

l'engagement de sévir contre les auteurs de cette spéculation qui touche même d'autres produits alimentaires. L'effolement injustifié de certains habitants s'appropriant en quantités considérables en produits alimentaires est mis en avant pour expliquer la spéculation à laquelle s'adonnent certains commerçants. Néanmoins, les mêmes services ont promis de sévir contre ces spéculateurs en déployant plusieurs brigades de lutte contre

LA QUESTION DU JOUR

L'économie en temps de guerre

Suite de la page une

En matière de décès par contre, la différence est importante entre eux deux : déjà 5 en Algérie, pas un à ce jour en Tunisie. Sous ce rapport, l'Algérie est le pays africain le plus touché, devant l'Egypte. 5 décès pour une soixantaine de cas enregistrés, alors qu'il y en a que 4 en Egypte, où pourtant le nombre des cas confirmés est plus important. Pour autant, l'épidémie n'en est encore qu'à ses débuts, tant dans notre région que dans l'ensemble du continent. Des mesures plus contraignantes par rapport à la mobilité des personnes seront probablement prises quand elles deviendront nécessaires, ce qui d'ailleurs a beaucoup de chances de se produire. Maintenant, on ne peut pas s'empêcher de penser que si les autorités algériennes et tunisiennes semblent réticentes à l'égard du confinement, tel du moins qu'il a été mis en œuvre de l'autre côté de la Méditerranée, c'est surtout en raison de son coût économique. Ni la Tunisie ni l'Algérie n'appartiennent à un puissant et riche ensemble politique dont les membres sont à même de dépenser en quelque sorte à discrétion dans une situation de crise, et cela par simple monétisation, comme ce fut le cas pendant la crise de 2008 en Occident. Si leurs économies devaient peu ou prou s'arrêter, comme en Italie, en France ou en Espagne, ce sont leurs ressources financières limitées, en monnaies étrangères forcément, qui s'en ressentiraient. Si on a entendu l'autre jour le président français donner l'assurance à ses compatriotes que pour lui ni leur santé physique ni leur santé économique n'ont de prix, c'est parce qu'il sait pouvoir compter sur la BCE pour pourvoir aux dépenses qu'appelle la gravité de la situation. Dans une guerre, les déficits n'ont plus de sens, on peut en faire autant que nécessaire. Si on doit tenir les comptes malgré tout, ce sera pour les régler plus tard, si tant est d'ailleurs qu'on doive passer par là un jour. Le «quoi qu'il en coûte» de son premier discours trouve sa complète explication dans «nous sommes en guerre» du deuxième, dans lequel il a décrété le confinement total. Dans une guerre, en effet, ce qui compte, c'est la survie, ce n'est pas la bonne tenue des comptes.

M. H.

ces pratiques à travers la wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Avancement des vacances scolaires et universitaires

Une mesure salubre, en attendant les restrictions de rassemblements

■ Tout en qualifiant de «salubre» l'avancement des vacances scolaires et universitaires, ainsi que la fermeture des crèches et autres garderies conséquemment à l'apparition du coronavirus en Algérie, les parents d'écoliers n'en éprouvent pas moins des «difficultés» quant aux moyens d'occuper le temps libre de leurs enfants, tandis que les spécialistes recommandent d'éviter les regroupements comme mesure barrière face au risque de contamination.

Par Ihsane B.

«C'est une bonne et salubre décision que de faire avancer les vacances scolaires et universitaires en raison du réel danger que représente la proximité dans les écoles et universités, d'autant plus que les classes sont souvent chargées», déclarent à l'APS des parents d'élèves et d'étudiants, au moment où la majorité de ceux approchés, parmi ces derniers, a affiché une franche «satisfaction» de voir prolonger leurs vacances. Tout en mettant en exergue les «dangers» qu'encourent leurs rejetons en se rendant à leurs habituels établissements scolaires et universitaires, en raison de la «surpopulation» de ces édifices, bon nombre d'entre eux se disent avoir été «pris de court» par cette mesure d'exception, pour laquelle ils ont dû «chambouler» la routine de leur quotidien, afin d'assurer leur présence à la maison, d'une part, et de gérer le temps libre dont disposent leurs enfants, d'autre part. «Lorsque j'ai pris connaissance de la décision, je l'ai trouvée raisonnable mais en même temps cela m'a rendue anxieuse étant donné que je travaille. N'ayant pris aucune disposition en avance et ne pouvant laisser les enfants chez autrui, je vais vraiment devoir chercher la meilleure solution à cette situation», lâche Djamilia, employée de bureau, mère de deux enfants scolarisés. Il faut dire que c'est davantage les femmes travailleuses qui ont été confrontées à cette situation inédite, en raison des nombreuses obligations qui leur incombent, les contraignant parfois à recourir au «système D» pour y faire face.

Certaines mamans ont dû précipitamment introduire des demandes de congé auprès de leurs employeurs, pendant que d'autres ont fait appel à leurs proches pour «surveiller et accompagner» leurs enfants pendant qu'elles vaquent à leur travail. «Je reconnais que ce sont les mamans qui se plaignent

d'avantage de cette situation, certes nécessaire mais déroutante au départ. En revanche, nous autres papas, avons plus de latitude à gérer cette nouvelle donne. Si bien que peu d'entre mes collègues hommes ou ceux de mon entourage n'ont été contraints de prendre congé ou une quelconque absence de leur travail», commente Samir, ingénieur d'Etat dans une entreprise publique. D'aucuns y ont même vu leurs charges «allégées» n'étant plus contraints de déposer leurs enfants à l'école ou à leurs crèches et de les chercher, au retour, tandis que d'autres, se sont mis à assister leurs épouses dans leurs multiples charges. Une fois trouvée l'ingénieuse solution pour «ne pas laisser seuls les enfants à la maison», les parents ont dû se triturer les méninges pour «les occuper de la meilleure manière» qui soit, sachant que pour certains d'entre eux la «chose est loin d'être si évidente» en raison du tempérament «particulièrement agité» de leur progéniture.

«L'un de mes enfants est assez insolent et n'en fait qu'à sa tête. J'ai souvent du mal à me faire obéir sans recourir aux sévères punitions. Ce n'est qu'une fois son père rentre du travail que son agitation retombe sensiblement», confesse une maman. D'autres mamans avouent être «contrariées de devoir empêcher leurs enfants de jouer à l'extérieur avec leurs amis et voisins», en raison des menaces d'infection au Covid-19, la rue étant parfois un réceptacle de leur énergie débordante. Nombreux sont les parents qui ont «lâché du lest», s'agissant des restrictions imposées à leurs enfants quant à leur recours à internet, estimant que «le temps libre supplémentaire dont ils disposent leur octroie plus de liberté à surfer». Et à certains de faire cette précision : «A condition de contrôler le contenu des publications qu'ils consultent».

La conscience collective doit être de mise...



«Face à cette situation, les parents doivent inciter leur progéniture à prendre son mal en patience, en meublant le plus utilement possible son temps libre», préconise le président de la Fédération nationale des parents d'élèves, Ahmed Khaled, recommandant, sur le plan pédagogique, d'inciter les écoliers à «réviser les cours précédents et, si possible, préparer ceux du prochain trimestre».

Les mères, en raison de leur plus grande présence aux côtés de leurs enfants, sont «particulièrement sollicitées pour tracer des emplois du temps quotidiens» à ces derniers, incluant, outre les études, des émissions télévisuelles de distraction, voire même «leur entraînement à la création de jeux ludiques», tout en attirant leur attention sur la nécessité de «limiter» leur recours à internet, notamment les réseaux sociaux.

«S'il a été décidé que les écoles ferment précocement leurs portes, c'est par souci de préserver la santé et la vie des écoliers mais aussi de l'ensemble de la population. Or, nous constatons des regroupements de familles dans les lieux de divertissement et même dans des espaces comme des marchés où des mères se font accompagner par les enfants en faisant leurs courses», s'exclame

M. Khaled, s'agissant de la nécessité d'éviter, au mieux, les contacts avec les foules. Tout en rappelant les consignes édictées par les spécialistes de santé selon lesquelles les rassemblements de plus de deux personnes peuvent représenter «un potentiel danger» pour la collectivité, il convie les pouvoirs publics à procéder à «la fermeture totale» des endroits publics et autres sites de grande fréquentation, le nouveau virus étant «ravageur et mortel».

«La vitesse inquiétante de propagation du coronavirus exige de nous qu'on s'en prémunisse et qu'on prémunisse la santé de notre entourage», poursuit le représentant des parents d'élèves, soulignant «l'impératif» de rappeler aux enfants d'observer le respect des précautions hygiéniques.

L'état de siège comme riposte à l'incivisme...

«Nous ne pouvons pas substituer un endroit de confinement par un autre. Il s'agit pour la population de se soumettre aux consignes des autorités, elle ne doit plus ignorer le danger que représente ce virus et qui relève d'une question de vie ou de mort. Si les citoyens continuent à faire preuve d'incivisme, il faudra penser à décréter tout simplement

l'état de siège», fait observer le président du Conseil de l'Ordre national des médecins algériens, D' Mohamed Bekkat Berkani. Plaidant ainsi pour «les grands moyens, face aux grands maux», il recommande aux parents d'«éviter» à leurs enfants de se retrouver dans des lieux publics comme les parcs, les forêts, les jardins, etc., et ce, conséquemment à la décision d'arrêt des cours. Laquelle décision répond à une logique d'«exclusion et non pas encore de confinement», explique-t-il. Si l'enjeu de cette mesure est justifié par l'empêchement des regroupements, le spécialiste est d'avis que celle-ci peut s'avérer «sine die, dans le sens où l'on ne sait pas combien de temps elle sera mise en œuvre», argumente-t-il, avant de mettre en garde contre les «risques encourus par la proximité avec les porteurs sains, qui ne savent pas eux-mêmes qu'ils sont infectés par le Covid-19 et qui constituent un facteur de transmission». «Il faut que les citoyens prennent conscience de cela, en s'informant sur l'ampleur des contaminations en Italie et en France et ne plus se dire que cela n'arrive qu'aux autres», insiste le D' Bekkat, avant de relever qu'«à l'exception de la Chine, aucun système de santé au monde n'a pu faire face à cette pandémie». I. B./APS

Contre la propagation du coronavirus

Sûreté de Médéa : campagne de sensibilisation au profit des citoyens

Les services de la Sûreté de la wilaya de Médéa ont organisé, mardi, une campagne de sensibilisation au profit des citoyens à la nécessité de prévention face à la prévalence de l'infection au coronavirus, et ce, dans le cadre d'une campagne nationale lancée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a indiqué hier un communiqué de la DGSN.

Organisée en coordination avec les différents acteurs publics à l'instar des direc-

tions de la Santé, du Commerce et des Transports ainsi que des représentants de la société civile, cette campagne s'inscrit dans le cadre des mesures préventives prises par l'Etat algérien afin de freiner l'expansion du coronavirus. Dans le cadre de cette campagne, une visite a été effectuée par les cadres de la police, en compagnie des directeurs des secteurs susmentionnés, au niveau de l'hôpital local «Mohamed-Boudiaf» de Médéa, en vue de

prodiguer des consignes et conseils (par les médecins de l'hôpital ainsi que ceux relevant de la DGSN) en faveur des citoyens venant rendre visite à leurs proches, à travers la distribution des dépliants de sensibilisation dans ce sens. Cette sortie a également ciblé la gare routière de Médéa, certains espaces publics et des locaux commerciaux connaissant une forte affluence de citoyens tels les restaurants et les cafétérias, a-t-on préci-

sé, relevant que des conseils et des consignes ont été donnés aux propriétaires de ces commerces ainsi qu'aux conducteurs de moyens de transport et aux voyageurs en vue d'éviter la contamination. La campagne de sensibilisation a également profité aux usagers de la route et aux conducteurs qui se sont vu distribuer des dépliants et des affiches au niveau des barrages et points de contrôle sur la prévention du coronavirus. Y. N.

Prix/Pétrole

Le baril de Brent sous les 30 dollars

■ Le cours du pétrole coté à Londres est tombé sous les 30 dollars mardi, pour la première fois depuis début 2016, lesté par un niveau d'offre surabondant et une demande en chute libre en raison de la pandémie de coronavirus.



Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé à 28,73 dollars, en baisse de 4,4 %. A New York, le baril de WTI pour

livraison en avril s'est, lui, établi à 26,95 dollars, en recul de 6,1 %. Lundi, le Brent et le WTI se sont respectivement effondrés de 11 % et 9,5 %, alors que la panique générale s'était emparée des marchés.

Depuis le début de l'année, les prix pétroliers ont été divisés de plus de moitié.

«Le brut est confronté au plus grand choc de la demande de son histoire avec l'arrêt du commerce mondial à cause de la

pandémie, et dans le même temps l'Arabie saoudite et la Russie augmentent drastiquement leur offre dans le but de pousser d'autres producteurs à la faillite», a estimé Matt Weller, de Gain Capital.

P.M.D.R.

Léger rebond des prix du pétrole après les annonces de plans de relance

Les prix du pétrole, qui avaient fortement chuté à mesure que l'épidémie de coronavirus s'étendait, sont repartis à la hausse hier matin en Asie, après l'annonce par les principales puissances économiques de plans de relance. Dans les premiers échanges, le baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,9 % à 29 dollars, tandis que le baril américain de West Texas Intermediate (WTI) augmentait de 0,5 % à 27 dollars. Les prix sont néanmoins toujours à leur plus bas niveau depuis plusieurs années, avec des restrictions de voyage et d'autres mesures visant à lutter contre le coronavirus frappant la demande, et sachant que l'Arabie saoudite et la Russie se livrent à une guerre des prix. Hier, au lendemain de fortes chutes, les prix du pétrole ont récupéré un peu de terrain, après que les gouvernements américain et européen eurent annoncé qu'ils allaient mettre des milliards sur la table pour soutenir leurs économies.

S. K./APS

Europe

Une riposte économique dans un monde toujours plus calfeutré

Milliards en vue, rues désertes et peur rampante : les plans de relance se multiplient dans le monde pour soulager l'économie mise à mal par le coronavirus, notamment dans une Europe qui continue à se calfeutrer, comme la Belgique à partir d'hier. Dans l'immédiat, les ministres européens des Transports devaient se concerter en vidéoconférence hier matin pour évoquer un secteur sinistré par la crise sanitaire. Les liaisons aériennes ont énormément pâti de l'épidémie de Covid-19 et des mesures de blocages destinées à en freiner l'expansion. Le gouvernement italien est d'ailleurs prêt à nationaliser la

compagnie aérienne Alitalia, au bord de la faillite depuis des années. De manière plus globale, le président Donald Trump, après avoir tardé à réagir, entend sonner la charge de la reconquête économique, avec un programme d'aide «audacieux et très important» à destination des entreprises américaines menaçant de péricliter. Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, n'a pas révélé le montant de ce plan d'aide en cours de négociation. Mais la presse américaine évoquait quelque 850 milliards de dollars. Et, selon la chaîne américaine CNBC, cela pourrait même dépasser les

1 000 milliards de dollars. Parallèlement, la Banque centrale américaine (Fed) a annoncé toute une série de mesures pour s'assurer que le tissu économique profite bien des milliers de milliards de dollars qu'elle injecte depuis une semaine. Les annonces de la Fed et la perspective d'un plan de relance économique ont rassuré les marchés. Wall Street a terminé en forte hausse, le Dow Jones gagnant 5,17 % et le Nasdaq 6,23 %. Mardi, la Banque centrale européenne (BCE) a fourni plus de 100 milliards d'euros de liquidités aux banques. Au total, 110 banques ont retiré pour

109,1 milliards d'euros de monnaie de banque centrale. Cette opération de refinancement, la première des 13 prévues d'ici à la mi-juin, s'inscrit dans le paquet de mesures annoncées cinq jours plus tôt. L'Italie, le pays le plus touché jusqu'à présent par l'épidémie au sein de l'UE, a annoncé 25 milliards d'euros. En France, le gouvernement a annoncé un allègement, report ou une annulation de charges à hauteur de 32 milliards d'euros sur le seul mois de mars. Ce qui constitue l'essentiel des 45 milliards d'euros de mobilisation «immédiate», annoncée mardi par le ministre de l'Économie,

Bruno Le Maire. Et le Premier ministre, Edouard Philippe, n'a pas exclu des nationalisations d'entreprises si nécessaire. L'Etat espagnol, lui, va garantir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts aux entreprises, a annoncé mardi le Chef du gouvernement Pedro Sanchez. De son côté, Londres offrira la garantie de l'Etat sur les prêts aux entreprises atteignant 330 milliards de livres (363 milliards d'euros), une somme qui pourra être augmentée si besoin, et des aides de 20 milliards de livres, comme l'a annoncé le gouvernement de Boris Johnson mardi. Hier, c'est la Belgique qui s'est calfeutrée à son tour, à partir de midi, avec des exceptions pour aller chez le médecin, pour l'activité physique en plein air et dans quelques commerces jugés essentiels. Pour les entreprises qui ne peuvent organiser le télétravail, elles devront garantir à leurs salariés un «respect scrupuleux de la distanciation sociale sur le lieu de travail et dans les transports», a prévenu la Première ministre, Sophie Wilmès, évoquant le risque d'«amendes lourdes», voire de fermetures administratives en cas de non-respect par l'employeur d'un premier avertissement sur ce point. Le Covid-19, parti du centre de la Chine fin 2019, a fait au moins 7 842 morts dans le monde, et plus de 191 000 cas d'infection ont été dénombrés depuis son apparition en décembre.

Etats-Unis

La Fed annonce des facilités de crédit destinées aux entreprises et aux ménages

Dans une nouvelle mesure d'urgence pour atténuer les effets économiques du coronavirus aux Etats-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a annoncé mardi la mise en place de facilités de prêt pour favoriser le flux de crédit à court terme vers les banques et les entreprises. Il s'agit d'une facilité, déjà mise en place par la Fed, pour la première fois, pendant la crise financière de 2008, en vue de stimuler le marché des prêts à court terme alors que l'activité dans la première puissance économique mondiale est au ralenti et la Bourse de New York est en chute libre. A travers ce mécanisme, la Banque centrale américaine

compte apporter un soutien aux prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises. «Le marché de la dette à court terme a été mis à rude épreuve ces derniers jours, les entreprises et les ménages étant confrontés à une plus grande incertitude face à l'épidémie de coronavirus», indique la Fed dans un communiqué. Un Fonds de stabilisation doté de 10 milliards de dollars a été mis en place pour protéger la Fed contre les pertes de crédit sur les prêts accordés dans ces circonstances. L'annonce de la nouvelle mesure, qui fait partie d'une panoplie d'initiatives urgentes de la Banque centrale, a été bien

accueillie par la bourse de Wall Street. Le Dow était en hausse de 2,5 %, et le S&P de 4,2 %. Empressée d'endiguer le risque d'une récession, l'administration Trump s'apprête à demander au Congrès l'approbation d'un plan de relance d'urgence d'environ 850 milliards de dollars. Ce plan comprendrait une réduction des charges sociales et devrait inclure environ 50 milliards de dollars pour aider notamment l'industrie du transport aérien, selon plusieurs hauts responsables américains cités par les médias. L'enveloppe de 850 milliards de dollars viendrait s'ajouter à un autre package d'environ 100 milliards de dollars qui vise à fournir

des congés de maladie payés aux travailleurs touchés, bien que les détails de cette législation restent très fluides au fur et à mesure de son passage au Congrès. Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, devait présenter mardi ce plan aux républicains du Sénat. En cas d'adoption, le plan de relance de l'administration Trump représenterait la troisième mesure de ce type que le Congrès a prise pour lutter contre l'impact du virus, qui a infecté plus de 4 600 personnes aux Etats-Unis, dont près de 85 morts, secoué la Bourse et forcé les écoles, les entreprises et d'autres établissements à fermer à travers le pays.

Hani T.

Safy T.

Souk Ahras

Raccordement au réseau de gaz naturel de 22 mechtas avant fin 2020

■ Vingt-deux mechtas réparties sur plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras seront raccordées au réseau de gaz naturel «avant la fin de l'année 2020», a-t-on appris auprès du directeur de l'administration locale.

Par Nassima A.

Mobilisant une enveloppe financière de 100 millions DA puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, cette opération concernera les zones rurales de Bouchahda relevant de la commune d'Ouled Idriss, de Lemdoura à Sedrata, de Beyadha dans la localité de Henancha, de Kabel El Kodran dans la commune d'Oued Kebarit, en plus des mechtas de Kasriya (Oum El Adhaim) et de Tellal (Mechroha), a précisé M. Guellal. Pas moins de 31 mechtas de cette wilaya frontalière ont bénéficié, au titre de l'exercice 2019, des bienfaits de cette énergie propre, ayant nécessité un financement inscrit dans le cadre de la même Caisse, a rappelé M. Guellal, ajoutant que l'ensemble des centres des communes de cette wilaya, au nombre de 26, est actuellement raccordé au réseau de gaz naturel. Parallèlement, il sera procédé, selon la même source, à l'alimentation en énergie électrique, durant l'année en cours, de plusieurs mechtas et zones enclavées, soulignant que les études relatives à la réalisation de ce projet sont «actuellement en cours» alors que le lancement des travaux est prévu «avant la fin du premier semestre de l'an 2020». De son côté, le directeur de la concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya, Tahar Bezghoud, a affirmé que les investissements publics dans ce domaine ont permis le raccordement au

réseau de gaz naturel de nombreux groupements d'habitations et mechtas éloignés. Durant les deux dernières années, un montant financier de l'ordre de 120 milliards DA a été alloué dans la wilaya pour le raccordement au réseau d'électrification rurale de 142 zones rurales. Une opération qui a touché également 58 sites urbains de diverses communes de la wilaya, ce qui a permis de porter le taux de couverture en cette énergie à 97,01 %, a encore rappelé M. Guellal. Afin d'améliorer la qualité de service et éviter les coupures récurrentes d'électricité, une opération portant renforcement du réseau a été réalisée à travers l'installation de 116 transformateurs électriques sur une distance de 50 km, ayant permis de diminuer la durée d'intervention des agents chargés de la maintenance de trois heures à une heure, et ce, par la mise en place des équipements destinés à détecter des pannes en plus de la réalisation



des réseaux de fibre optique reliant les agences relevant de cette concession, a-t-on noté.

D'autres transformateurs électriques ont été en outre installés dans les dairas de Souk Ahras,

de Sedrata et de M'daourouch, a-t-on signalé de même source.

N. A.

Ouargla

Récupération de plus de 165 000 ha de superficies agricoles non exploitées

Une superficie globale de 165 639 hectares de terres attribuées dans le cadre de la concession agricole et de la mise en valeur et restés inexploités ont été récupérés dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Lancée en septembre 2019, l'opération a ciblé une superficie globale de 340 000 ha attribués depuis 2012 et concerne 1 457 investisseurs ayant bénéficié de terrains de plus de 10 hectares dans le cadre

de la concession agricole et les jeunes bénéficiaires de 1 à 2 hectares dans le cadre de la mise en valeur agricole, a indiqué le DSA, Salim Benzouai. Les terres attribuées aux investisseurs dans le cadre de la concession agricole, et dont 159 832 ha ont été jusqu'ici récupérés, sont localisées dans les régions d'El-Hedjira, N'goussa, Hassi-Messaoud, Hassi-Benabdallah, Sidi-Khouiled et Rouissat, a-t-il ajouté. De même, 5 807 ha non exploités ont été récupérés de 3 438

jeunes qui en avaient bénéficié d'un total de 7 969 ha dans le cadre de la mise en valeur agricole, poursuit le même responsable. L'opération intervient en application de la circulaire interministérielle N° 1 839 du 14 février 2017 visant à récupérer le foncier agricole non exploité pour le réaffecter à des investisseurs sérieux, de sorte à permettre une meilleure exploitation des terres agricoles, l'encouragement de la production locale et l'impulsion du secteur.

O. Y.

Sétif

Les réseaux sociaux pour sensibiliser au coronavirus

De nombreux internautes dans la région de Sétif ont pris l'initiative d'utiliser les réseaux sociaux pour sensibiliser les citoyens à adopter des gestes barrières pour lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, d'autant que l'inquiétude se fait de plus en plus ressentir face à ce virus. Sans se débiner, les pages et les groupes les plus populaires sur la Toile auprès de la société sétifienne ont pour la plupart pris leurs responsabilités citoyennes face à cette situation en lançant de nombreuses campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens à respecter les mesures préventives contre le coronavirus qui continue de se propager dans le monde entier, l'Algérie ne faisant pas exception. Ainsi, parmi les mesures à prendre pour éviter la contamination, ces pages ont lancé le hashtag (#restecheztoi) pour inciter la population locale à rester confinée chez elle et à ne sortir de la

maison qu'en cas d'extrême nécessité. Il faut dire que ce challenge a rapidement pris de l'ampleur chez les internautes qui se sont fait l'écho de cet appel, pour qu'aujourd'hui les dédales de la ville de Sétif, d'ordinaire grouillants de monde notamment aux alentours du «Park Mall et de l'avenue de l'ALN», semblent complètement désertés aussi bien par les piétons que par les automobilistes. Nombreux sont ceux qui ont affirmé à l'APS que cette prise de conscience collective face au coronavirus est à mettre au crédit des campagnes de sensibilisations lancées sur les réseaux sociaux à travers des vidéos au contenu hautement instructif. «J'ai pris conscience du danger de rester longtemps hors de la maison, après avoir regardé une vidéo expliquant comment se protéger du coronavirus et surtout ses modes de transmission. C'est là que j'ai réalisé que le confinement reste le meilleur

moyen de se protéger soi-même et protéger son entourage», a expliqué, Nabila, 40 ans, une des abonnées à la page «Voix de Sétif». «J'ai longtemps cru être à l'abri d'une possible contamination, mais les vidéos que j'ai visionnées sur les réseaux sociaux m'ont très vite fait changer d'avis», a-t-elle dit avant d'ajouter : «Maintenant grâce à Internet je prends ce sujet beaucoup plus au sérieux, je suis convaincue que la prévention est le meilleur moyen pour lutter contre cette pandémie et que chacun d'entre nous doit se comporter comme si tous les autres étaient porteurs du virus afin de permettre d'instaurer le respect des mesures de distanciation sociale». Alors que Leila a évoqué les réactions indignées qu'elle a provoquées en publiant, sur la page Facebook «Le forum des Sétifiennes», des photos d'une sortie en famille dans la forêt de Zendaia (nord de Sétif) au cours du week-end dernier.

«J'ai été surprise au début par les réactions des abonnés de cette page, mais cela m'a semblé très logique après que l'une d'elles m'a expliqué en commentaire que la mise en auto quarantaine est l'unique moyen pour diminuer le risque de propagation du virus», a-t-elle ajouté. Selon la même interlocutrice, «les médias sociaux constituent, du fait de leur popularité, le meilleur espace pour débattre du Covid 19 et des mesures à adopter pour éviter sa propagation», estimant que la lutte contre cette pandémie est l'affaire de tous et qu'il est un devoir pour tout un chacun de se montrer responsable et de veiller au strict respect des mesures dictées dans ce sens. Pour sa part Jalaleddine, 26 ans, étudiant en informatique, a fait part du rôle des réseaux sociaux dans la gestion de cette crise sanitaire en dévoilant au monde entier les efforts fournis par la Chine pour lutter contre ce virus. Il a, à ce propos appelé «à s'inspirer» de

cette expérience, en particulier en ce qui concerne les mesures préventives adoptées par la société chinoise en matière de respect des règles d'hygiène et de propreté et des mesures de confinement. Par ailleurs, de nombreuses décisions ont été prises par les autorités publiques face à cette pandémie, à savoir la fermeture des écoles, l'annulation des événements culturels et sportifs ou encore la fermeture des restaurants, de nombreux lieux publics connaissent un fort rassemblement de personnes. Une cellule de crise a été installée afin de mettre en place un système de prévention et de suivi pour lutter contre le Covid19. Cette dernière est constituée de plusieurs secteurs, tels que la Santé, le Commerce, les corps constitués de la Gendarmerie et la Sûreté nationales, la Justice et les Douanes

F. K./APS

Tunisie

Couvre-feu décrété de 18h à six heures

■ Les forces de sécurité ont reçu l'ordre de patrouiller le territoire à partir d'hier, a indiqué M. Saied dans son premier discours à la nation depuis l'identification du premier malade en Tunisie le 2 mars.

Par Mondji B.

Le président tunisien, Kais Saied, a annoncé mardi soir un couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin afin de limiter la propagation du nouveau coronavirus.

Les forces de sécurité ont reçu l'ordre de patrouiller le territoire à partir de mercredi (hier), a indiqué M. Saied dans son premier discours à la nation depuis l'identification du premier malade en Tunisie le 2 mars.

Depuis, 24 malades ont été identifiés, en majorité venus de France et d'Italie, et aucun décès n'a été officiellement répertorié.

M. Saied a demandé aux Tunisiens de respecter les consignes, après l'annonce ces derniers jours de la fermeture des écoles, mosquées, hammams, tribunaux, et de l'interdiction des fêtes et événements sportifs. Les cafés et restaurants ferment à 16 heures depuis quelques jours, et depuis les rues sont peu fréquentées le soir.

Les frontières terrestres, maritimes et aériennes sont fermées à partir de mercredi (hier) et jusqu'au 4 avril au moins, à l'exception de transports commerciaux et de vols spéciaux pour ramener les milliers de touristes et voyageurs bloqués dans le pays.

«L'Etat tunisien demande aux institutions internationales de se montrer compréhensives», a déclaré M. Saied, soulignant les conséquences économiques dramatiques de la crise sanitaire en cours.

Il a en outre appelé le Parlement à lancer des projets de loi afin d'amortir l'impact, par exemple en rééchelonnant la dette des entreprises affectées.

20 cas confirmés jusqu'à dimanche

Le nombre de cas de contraction confirmés du coronavirus en Tunisie a atteint jusqu'à dimanche 20 cas, rapporte lundi l'agence TAP, citant un responsable de la Santé.

«Le dernier cas a été confirmé dans la région de Kairouan



(centre de la Tunisie). Il s'agit d'un jeune habitant à Mansoura dans la ville de Kairouan. Il est revenu de Paris, le 11 mars dernier», a précisé le directeur régional de la Santé à Kairouan, Hamdi El Hadahri.

Pour faire face à cette situation, la présidence du gouvernement a annoncé, lundi, qu'une série de séances de travail ministérielles se tiendront tout au long de la journée pour examiner un certain nombre de décisions supplémentaires visant à lutter contre la propagation épidémique du coronavirus, notant que l'annonce de ces décisions sera faite plus tard dans la soirée.

«Le plan de lutte contre les répercussions économiques et sociales de la crise du Covid-19, a été au centre d'une séance de travail ministérielle, tenue ce matin sous la présidence de

Fethi Touzri, chef de cabinet du Chef du gouvernement et en présence de plusieurs ministres», a indiqué la présidence du gouvernement sur sa page Facebook officielle.

«Le président tunisien, Kais Saied, a examiné, pour sa part, lundi, avec le ministre des Affaires étrangères Nouredine Erray, les moyens de renforcer la coopération avec les différents pays en vue de lutter contre le Covid-2019, classé pandémie mondiale», indique, lundi, un communiqué de la présidence tunisienne.

L'entretien s'est également focalisé sur le suivi de la situation des Tunisiens à l'étranger qu'ils soient résidents ou visiteurs bloqués dans plusieurs aéroports européens, selon la même source.

Coronavirus : évacua-

tion des ressortissants tunisiens en France

Toutes les compagnies tunisiennes de transport aérien opérant, depuis et vers les aéroports tunisiens, ont entamé lundi l'évacuation des ressortissants résidents en France.

Les voyageurs seront soumis automatiquement aux mesures d'isolement, lors de leur arrivée, selon l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA), cité par l'agence de presse, TAP.

Ces compagnies vont également assurer l'évacuation des touristes étrangers en Tunisie, en coopération avec les autorités des pays concernés, a ajouté l'Office dans un communiqué.

Les vols sont consacrés exclusivement, aux voyageurs résidents à l'étranger, aux touristes actuellement en Tunisie pour les vols partant des aéro-

ports tunisiens, et aux voyageurs résident en Tunisie et qui sont actuellement en France pour les vols partant des aéroports français, et ce, après la présentation des documents justifiant leur lieu de résidence lors de l'enregistrement.

Les opérations d'évacuation s'inscrivent dans le cadre de l'application des décisions gouvernementales relatives à la prévention contre le nouveau coronavirus (Covid-19).

La Tunisie, qui avait déjà fermé ses frontières maritimes, a annoncé lundi soir la fermeture des frontières aériennes et terrestres afin de ralentir la propagation du nouveau coronavirus.

Le nombre de cas de contraction confirmés du coronavirus en Tunisie a atteint jusqu'à dimanche 20 cas, selon un responsable de la Santé.

M. B.

Sahara occidental

Le Président Ghali salue le rôle historique du Conseil national sahraoui

Le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, a fait l'éloge, dans son discours devant la session de fondation du Conseil national sahraoui tenue dans la ville libérée de Bir Lehlou, du rôle historique de cet organisme dans la lutte pour l'indépendance et la libération.

Le Président Ghali a évoqué, dans son allocution à l'occasion de l'élection de Hamma Salama président du Conseil national sahraoui, «le rôle et le développement de cet organe, de sa constitution à nos jours», affirmant à cet égard qu'il reflète une expérience vaste et distinguée dans la lutte de libération

du peuple sahraoui et consacre le courage, le talent du peuple sahraoui».

En outre, le Président Ghali a affirmé que «cela démontre au monde que l'exercice de tout type de lutte par le Front Polisario émane de la volonté d'un peuple qui s'adapte aux changements du monde».

M. Ghali a rappelé la grande importance de l'institution législative au sein des institutions et organes nationaux sahraouis, ainsi que les tâches et responsabilités qu'elle assume, à commencer par «un devoir national sacré, en tant que branche du Front Polisario et bras, dans sa

direction du peuple sahraoui dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance».

Il a souligné, dans son discours, que «c'est une fierté que la République sahraouie ait aujourd'hui un conseil national, similaire aux pays du monde, qui améliore sa position et ses relations internationales, dans le cadre de l'Union africaine et de la communauté internationale, il contribuera également à la défense de la cause nationale dans les enceintes internationales et continentales».

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario, (Parlement) Hamma Salama, a

été élu président du Conseil national sahraoui pour sa 11^e législature.

L'élection du nouveau président s'est tenue lundi lors de sa session constitutive dans la ville libérée de Bir Lehlou, qui a remporté la majorité des voix, a-t-on indiqué de source sahraouie.

Les membres du Conseil national avaient précédemment approuvé un comité pour conduire le processus de vote d'un nouveau président.

Il est à rappeler que l'élection des membres du Conseil national sahraoui a eu lieu le 9 mars dernier au niveau des wilayas et des institutions de la République

arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le Conseil national sahraoui a été fondé le 28 novembre 1975 sous le nom de conseil national provisoire en remplacement de l'Assemblée générale espagnole quelque jour avant le retrait de l'administration coloniale espagnole, rappelle-t-on.

Depuis 1995, le Conseil a connu une nouvelle dynamique après le IX Congrès du Front Polisario qui a décidé de doter le CNS de tous les pouvoirs législatifs devant lui permettre le contrôle de l'exécutif politique et l'adoption de lois.

Hafid Ch.



Irak

Un ex-gouverneur chargé de former un gouvernement

■ Le président Barham Saleh a chargé mardi l'ex-gouverneur de la ville sainte chiite de Najaf, Adnane Zorfi, de former un gouvernement en Irak, où de nouvelles roquettes ont visé des troupes étrangères, la troisième attaque du genre en moins d'une semaine.

Par Rosa C.

Depuis que le gouvernement a démissionné en décembre, l'Irak, deuxième producteur de l'Opep touché de plein fouet par la chute des cours du pétrole, est englué dans une crise politique face à un mouvement de contestation inédit, et les tensions entre Américains et Iraniens, ses deux grands alliés. Un premier candidat, Mohammed Allawi, avait été désigné pour former le gouvernement mais avait jeté l'éponge face au Parlement le plus divisé de l'histoire récente de l'Irak. C'est désormais M. Zorfi, 54 ans, qui a 30 jours pour former un cabinet et le faire accepter par le Parlement, puis organiser des élections anticipées et faire voter un budget qui s'annonce largement déficitaire. Signe que la confiance du Parlement est loin d'être acquise, peu après l'officialisation de sa désignation, le deuxième bloc, celui des paramilitaires pro-Iran du Hachd al-

Chaabi, l'a dénoncée comme «anticonstitutionnelle», promettant de «tout faire pour empêcher cet acte illégal». Ancien membre du parti Daawa, opposé au dictateur Saddam Hussein, M. Zorfi siège au Parlement au sein de la liste emmenée par l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi. Ce dernier a été vivement critiqué pour la répression et les violences qui ont accompagné les manifestations ayant débuté en octobre. Selon un haut responsable gouvernemental, sa marge de manœuvre sera limitée. Les politiciens qui se sont mis d'accord sur son nom veulent «une personnalité qui n'est pas dans la confrontation pour qu'il ne fasse rien pouvant bouleverser l'ordre établi dans le seizième pays le plus corrompu au monde», a-t-il dit à l'AFP sous couvert de l'anonymat. Parmi les dossiers qui l'attendent, figure celui, brûlant, de la présence des troupes américaines en Irak, où l'influence de l'Iran est très importante au sein même du pouvoir. Après la mort du puissant général iranien

Qassem Soleimani, émissaire de Téhéran en Irak, tué dans une frappe américaine en janvier à Bagdad, la majorité – chiite – du Parlement avait appelé l'exécutif à expulser les troupes étrangères menées par Washington présentes depuis 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI). Depuis, les tirs de roquettes sur des bases abritant des troupes de la coalition internationale ont repris de plus belle. Mardi, avant l'aube, plusieurs se sont abattues sur la base de Basmaya, au sud de Bagdad, où sont postées des troupes de la coalition et de l'Otan. Il s'agit de la 24^e attaque contre ces forces depuis fin octobre. Aucune de ces attaques n'a été revendiquée. Washington accuse les brigades du Hezbollah, l'une des factions pro-Iran les plus radicales du pays, d'être derrière les tirs, et Bagdad de ne rien faire pour les arrêter. Les autorités irakiennes, qui s'appuient sur la coalition pour déloger les cellules jihadistes clandestines, assurent ne pas parvenir à en découvrir les auteurs. Mardi, des responsables de la coalition ont indiqué à l'AFP que les centaines de soldats postés sur trois bases en Irak seraient redéployés ailleurs dans le pays ou au-delà de ses frontières. Le 12 mars, les



brigades du Hezbollah ont salué, sans les revendiquer, des tirs de roquettes ayant tué la veille deux soldats américains et une soldate britannique. Des frappes américaines de représailles visant, selon Washington, les brigades du Hezbollah ont fait six morts, dont des policiers et soldats. Ce cycle de violences fait de nouveau planer le spectre d'une escalade en Irak. Si la révolte populaire a été éclipsée par les tensions irano-américaines et l'épidémie du nouveau coronavirus, un manifestant a été tué lundi soir à Bagdad par des tirs, selon des sources médicales,

portant à plus de 550 le nombre de morts depuis octobre en marge des manifestations. Ce mouvement, qui dénonce notamment la corruption et l'indigence des services publics, se poursuit – avec moins de manifestants – et pourrait reprendre de l'ampleur si l'épidémie devenait incontrôlable, selon les experts. Jusqu'ici, officiellement, l'Irak a recensé 12 morts et 154 contaminations, des chiffres mis en doute par de nombreux Irakiens. Des couvre-feu sont imposés dans la moitié des provinces, mais ne semblent pas être respectés. R. C.



Commentaire

Vainqueur

Par Fouzia Mahmoudi

Aux États-Unis, comme partout dans le monde, désormais le coronavirus s'est implanté avec près de 7 000 cas de personnes contaminées et plus de 100 morts. Pourtant, la vie politique continue et Donald Trump a franchi cette semaine le cap de délégués nécessaires pour être désigné vainqueur des primaires républicaines, une formalité dans sa campagne de réélection. «Félicitations à Donald Trump, qui est le candidat désigné des Républicains pour la présidentielle», a tweeté Ronna McDaniel, qui préside le parti. «Son État de Floride vient juste de lui donner les délégués dont il avait besoin, a-t-elle poursuivi. Notre parti est uni, nos militants sont pleins d'énergie et nous sommes prêts pour quatre ans de plus». Aux États-Unis, l'investiture des présidents sortants par leur parti passe par des primaires, aussi courues d'avance soient-elles. Donald Trump, qui briguera un second mandat le 3 novembre, n'a jamais été menacé, même si trois anciens élus s'étaient lancés dans la course. Après deux abandons, il ne restait qu'un rival, l'ancien gouverneur du Massachusetts Bill Weld, qui n'a récolté que des scores marginaux. En raison de l'absence de concurrence, certains États avaient même renoncé à organiser les primaires républicaines. La Floride et l'Illinois avaient eux maintenu des scrutins mardi malgré l'épidémie de coronavirus. Côté démocrate, les élections primaires se poursuivent également et le candidat Joe Biden s'impose de plus en plus comme le prochain candidat démocrate à la présidentielle, malgré un début de campagne chaotique. En effet, en s'imposant en Floride, Illinois et Arizona mardi, l'ancien vice-président paraît assuré de remporter l'investiture de son parti. Le vrai suspense réside dans la possibilité de tenir le calendrier électoral face à la pandémie de coronavirus. Joe Biden a remporté mardi 17 mars les primaires démocrates dans les trois États où s'est déroulé le scrutin : Illinois, Arizona et Floride. Il devance à présent largement Bernie Sanders en nombre de délégués. L'Ohio, qui devait aussi voter le même jour, a reporté le scrutin en raison des risques présentés par l'épidémie de coronavirus. La Floride et l'Illinois, deux États très importants par le nombre de délégués, ont été facilement gagnés par Joe Biden. Dans l'impossibilité de rattraper son retard, Bernie Sanders devrait se voir inciter à suspendre sa candidature. Ces résultats, prévisibles, sont toutefois passés presque inaperçus aux États-Unis, où la campagne présidentielle est presque complètement sortie des esprits, alors que la pandémie a gagné les cinquante États de l'Union. Avec Trump officialisé comme candidat des Républicains et Joe Biden qui après des débuts difficiles est désormais le grand favori des Démocrates, le duel de novembre prochain se précise, alors même que les Américains sont aujourd'hui inquiets quant à la propagation du Covid-19 et vont recommencer à s'intéresser à l'élection présidentielle une fois que la menace de la pandémie sera passée. F. M.

Bombardement de Bouaké

Trois pilotes jugés par défaut à Paris

Un ex-mercenaire biélorusse et deux officiers ivoiriens, accusés d'avoir tué neuf militaires français dans le bombardement de Bouaké en Côte d'Ivoire en 2004, doivent être jugés par défaut à partir de mardi aux assises de Paris. La tenue de ce procès, comme de beaucoup d'autres, pourrait toutefois être remise en cause par les restrictions décidées par le gouvernement pour freiner la propagation du coronavirus. Quinze ans après cette attaque surprise et une enquête difficile marquée par d'étranges libérations de suspects, les familles des soldats tués ou blessés se retrouveront face au banc vide des accusés. L'épilogue d'un «crime sans châtiement» pour certaines parties civiles. L'ex-mercenaire biélorusse Yuri Sushkin et deux officiers ivoiriens, Ange Magloire Gnanouillet Attualy et Patrice Ouei, que la justice française accuse d'avoir mené le raid meurtrier sur le camp français, encourrent la perpétuité. L'enquête, qui a un temps visé trois anciens ministres du président Jacques Chirac, s'est finalement cantonnée aux exécutants présumés, qui ont eux-mêmes échappé à la justice dans des circonstances troublantes. Intronçables aujourd'hui, ils sont tous trois visés par un mandat d'arrêt. A la douleur des familles s'est ajouté le sentiment d'assister à un fiasco judiciaire, qui nourrit chez les parties civiles le soupçon d'une «manipulation politique»

française au plus haut niveau. Le 6 novembre 2004, à 13h20, deux avions de chasse Sukhoï de l'armée ivoirienne loyale au président Laurent Gbagbo bombardent un camp français de la mission Licorne, une force déployée pour protéger les ressortissants français et tenter de stabiliser le pays, au côté d'une mission de l'ONU. Le raid tue 9 soldats français, un civil américain et fait 38 blessés. Il marque un tournant dans les relations entre la France et son ancienne colonie, jusqu'ici son meilleur allié en Afrique. Dans les heures qui suivent le raid, l'armée française riposte en détruisant la plus grande partie de l'aviation ivoirienne, ce qui conduit à l'échec de l'offensive loyaliste lancée deux jours avant contre les rebelles d'Alassane Ouattara (devenu en 2011 président de Côte d'Ivoire). Des manifestations antifrancaises éclatent dans le sud du pays, entraînant dans les semaines suivantes le départ de 8 000 Français. L'implication des accusés dans le raid est attestée par plusieurs témoignages, mais de nombreuses zones d'ombre demeurent. Au lendemain de l'attaque, quinze mercenaires russes biélorusses et ukrainiens, sont arrêtés à Abidjan par l'armée française. Ils sont relâchés quatre jours plus tard et remis, via la Croix-Rouge, au représentant consulaire de la Fédération de Russie. Puis, le 16 novembre 2004, huit Biélorusses sont arrêtés

au Togo. Gardés à la disposition des autorités françaises, ils sont pourtant libérés. Parmi eux, Yuri Sushkin, un des pilotes des avions Sukhoï-25, accusés d'avoir bombardé le camp français dix jours plus tôt. Ambassade, militaires et agents des renseignements sur place avaient tous reçu pour consigne de «ne pas se mêler» de cette histoire. L'enquête française a examiné le rôle de trois ministres, Michèle Alliot-Marie (Défense), Dominique de Villepin (Intérieur) et Michel Barnier (Affaires étrangères), dans les dysfonctionnements ayant permis ces libérations. Ne pouvant instruire sur leurs actes, la juge avait demandé en février 2016 la saisine de la Cour de justice de la République (CJR), seule habilitée à juger les ministres. Le 17 mai 2019, la commission des requêtes de la CJR décidait que l'«inaction» des ministres ne suffisait pas justifier des poursuites et que les soupçons d'entrave aux investigations n'étaient pas étayés. M^e Jean Balan, avocat de plusieurs familles de militaires, avait aussitôt dénoncé un «dénî de justice». Depuis des années, l'avocat affirme que l'affaire de Bouaké est le fruit d'une «manipulation française». «La seule explication logique à ce bombardement, à la fuite des exécutants et à la volonté d'étouffer cette affaire, est que le but était de justifier une réaction française», a-t-il dit à l'AFP.

Afin de s'adapter à la situation actuelle

Des artistes associés à une campagne de sensibilisation

■ Malgré l'annulation de toutes les activités culturelles et artistiques, le ministère de la Culture continue son travail. Ainsi, de nouvelles démarches sont prises pour s'adapter à la situation actuelle, telles que l'association des artistes dans des campagnes de sensibilisation.

Par Abia Selles

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a affirmé, mardi, que ses services «contribueront par une campagne de sensibilisation en associant des plasticiens et des artistes, en vue d'alléger la peur et de semer la quiétude face à la pandémie du coronavirus».

S'exprimant à l'APS en marge de l'audience qu'elle a accordée à des écrivains et des artistes au siège du ministère, la ministre a indiqué que son département «est en passe d'adopter une nouvelle approche pour parer l'activité culturelle hors des cadres et espaces traditionnels et ce, en harmonie avec la situation générale que vit le pays et le monde», soulignant que cette épreuve est «une opportunité pour se retrouver en famille».

Dans le cadre de l'action administrative et organisationnelle du ministère, M^{me} Bendouda a indiqué que ses services exploiteront cette situation pour organiser calmement «la maison de la culture, loin de toutes décisions forcées ou d'urgence», ajoutant que cette situation «est une opportunité pour suivre et régler les problèmes et insuffler une nouvelle dynamique à la culture».

Pour ce qui est des décisions importantes à prendre pour continuer les activités culturelles après cette période de suspen-

sion, la ministre a affirmé que le ministère lancera «divers concours de lecture pour y associer le public».

«La situation actuelle nous fait subir une épreuve de parcours qui ont été abandonnés», a ajouté la ministre, précisant que «les problèmes et les contraintes du numérique peuvent être revus, un mobile pour relancer les plateformes interactives et pourquoi pas présenter des spectacles interactifs à distance».

M^{me} Bendouda a fait savoir que son département ministériel s'attelle à «la recherche de porteurs d'idées à même d'opérer un changement et apporter un supplément à la culture algérienne dans tous ses domaines», soulignant «sa foi en les capacités des jeunes dans tous les domaines culturels».



Exprimant leur mécontentement vis-à-vis de la réalité du livre en Algérie, notamment en ce qui concerne les difficultés rencontrées en matière de publication et de commercialisation, les acteurs en question ont plaidé pour «l'ouverture d'ateliers de réflexion dans les domaines culturels et la révision de la taxe sur

le livre».

Soulevant, dans ce sens, les préoccupations des écrivains à la ministre, ces acteurs se sont plaints de «l'absence d'ordre juridique» en tant que titulaires «d'un produit culturel important», appelant à «la redynamisation du rôle des instances en charge des écrivains», à leur tête le Centre

national du livre (CNL).

La ministre organise une réception aux acteurs des différents domaines culturels sous forme de séances de débat à même de mettre la lumière sur les problèmes du secteur.

A. S.

Tizi-Ouzou

Report du Festival du film amazigh et du concours Mohia d'Or

Le Festival culturel national annuel du film amazigh (FCNAFA) et le concours Mohia d'Or de la meilleure dramaturgie en tamazight sont reportés à des dates ultérieures et les délais de dépôt des participations à ces deux manifestations ont été prolongés, a annoncé, mardi, la Direction de la culture.

Dans un communiqué diffusé par cette même direction, il est précisé que «dans le cadre des mesures préventives prises par l'Etat depuis l'apparition du coronavirus, la 18^e édition du Festival culturel national du film amazigh, initialement prévue au mois d'avril

prochain, est reportée au dernier trimestre de l'année en cours».

A ce titre, la Direction de la culture et le commissariat du festival informent les producteurs et réalisateurs intéressés par la participation au FCNAFA et qui n'ont pas eu le temps de déposer leur candidature, qu'ils peuvent désormais le faire puisqu'il a été décidé de rouvrir l'opération du dépôt des films et ce, jusqu'au 15 août prochain dernier délai, pour la clôture de cette opération, est-il mentionné dans le même document.

Le dépôt des textes du prix Mohia d'Or de

la meilleure dramaturgie en tamazight, qui devait être clôturé le 27 mars courant, a été lui aussi prolongé jusqu'au 15 octobre prochain, a-t-on indiqué de même source.

Ce concours devait se tenir en avril prochain, mais son organisation a été reportée au mois de décembre pour le faire coïncider avec la commémoration du 16^e anniversaire de la disparition de ce dramaturge et poète né le 1^{er} novembre 1950 à Azazga et décédé le 7 décembre 2004 à Paris.

M. K.

Arts et spectacles

La culture à portée de clic pendant le confinement

Plusieurs artistes et institutions ont décidé de s'inviter chez les gens alors que le confinement doit durer au minimum 15 jours en France pour éviter la propagation du coronavirus. Sélection toute subjective pour vous faire passer de bons moments seuls ou en famille.

Si vous ne venez pas à la culture, la culture viendra à vous. C'est en somme le message que le milieu artistique a choisi de faire passer alors qu'en France, l'ensemble des représentations a été annulé et les musées fermés en réaction à la pandémie de coronavirus. Dans l'Hexagone et à l'étranger, les initiatives se multiplient pour prouver que le spectacle doit continuer malgré tout.

Les réseaux sociaux et les sites Internet deviennent un relais sans prise de risque sanitaire qui maintient le contact malgré le confinement et permet au public de s'évader en ces temps

compliqués. LCI livre à son public sa sélection toute subjective pour le plus grand nombre. Tous les amateurs de musique le diront. Rien de mieux que le direct pour en apprécier la substantifique moelle. Même confinés, chanteurs et DJ n'ont eu besoin que de leurs smartphones pour se produire en temps réel pour leurs fans sur les réseaux sociaux. Côté international, Chris Martin a pris part au mouvement «TogetherAtHome» – «Ensemble à la maison», lancé par Facebook et Instagram. Confiné chez lui sans les autres membres du groupe Coldplay qui se trouvent «dans d'autres pays», le chanteur britannique s'est installé à son piano, a lu quelques commentaires et accepté les demandes de chansons de ceux qui le regardaient en direct sur Instagram pendant une trentaine de minutes. Et l'avantage quand vous ratez un

tel live, c'est que vous pouvez toujours le visionner encore et encore a posteriori. Le «concert à la maison» de Chris Martin a donné des idées à John Legend qui a fait de même ce mardi sur sa page Instagram.

En France, Matthieu Chedid s'est associé à Pierre Richard pour une «récréation poétique» mêlant chansons et lectures des poèmes de sa grand-mère Andrée Chedid, qui aurait fêté ses 100 ans le 20 mars.

Jean-Louis Aubert a fait de même dès dimanche, offrant 1h27 de musique aux internautes et quelques séquences savoureuses liées aux alicés du direct. La chanteuse Chris donne elle rendez-vous à ses abonnés tous les soirs à 18h sur sa page Instagram «pour tromper l'ennui, avec des invités de choix et des concepts douteux». En français et en anglais, elle vous invite à lui communiquer vos meilleures

idées. Alors creusez-vous les méninges, ce n'est pas si souvent qu'on peut être maître des playlists d'un artiste.

Sept opéras et trois ballets, l'Opéra de Paris ouvre son catalogue à tous en collaboration avec Culturebox. Aucune inscription nécessaire, plusieurs représentations issues des archives seront visibles en streaming sur le site Internet de l'institution. L'opéra «Manon» de Jules Massenet lancera les festivités dès ce mardi 17 mars à 19h30. Il sera disponible une semaine avant de céder sa place au «Barbier de Séville» ou encore au «Lac des cygnes».

Idem pour le Metropolitan Opera de New York qui a mis en ligne dès lundi 16 mars l'intégralité de «Carmen» de Bizet, avec Roberto Alagna. D'autres spectacles bénéficieront prochainement de la même exposition.

Et si on riait un peu ?

L'humoriste Jarry, dont la tournée a été reportée, a pris le parti de faire rire ses abonnés sur les réseaux sociaux. Ils les retrouvent tous les soirs entre 18h et 18h30 pour le «Jarry Show», une bonne manière de décompresser et de retrouver le sourire. On croise les doigts pour que d'autres prennent exemple.

Les musées aussi se mettent à la page en ouvrant leurs portes comme ils le peuvent malgré le confinement. A Paris, le Petit Palais, le musée Carnavalet, le Musée d'Orsay, proposent tous une visite virtuelle des lieux – partielle ou intégrale, notamment grâce à la plateforme Museosphère. Le Louvre n'offre qu'un aperçu de ses antiquités égyptiennes et de sa section médiévale mais met en lumière sa star.

R. I.



MC Alger

Les joueurs sommés de se confiner

LE CONSEIL d'administration du MC Alger a décidé de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, les entraînements de l'équipe première, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (covid-19), a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook. «Suite aux directives du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), et pour des raisons préventives et urgentes, le président de la SSPA/le «Doyen» Abdelnacer Almas a décidé de suspendre les entraînements de l'équipe seniors jusqu'à nouvel ordre. «Les joueurs

vont suivre un programme individuel spécifique jusqu'à l'annonce d'une nouvelle décision, dans l'objectif de préserver leur santé et celle des autres», a indiqué le MCA dans un communiqué. La Direction technique nationale (DTN) a exhorté lundi les clubs, tous paliers confondus, de tracer un programme d'entraînement individuel, suite à la décision prise par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) de suspendre jusqu'au 5 avril toutes les compétitions, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

OM Arzew

Grine satisfait après l'arrêt du championnat

LA SUSPENSION de toutes les activités sportives est tombée à point nommé pour l'OM Arzew qui traverse une situation très délicate risquant de l'envoyer au troisième palier, une année seulement après son accession en Ligue 2 de football. Le président de l'OMA, Abdelkader Grine, n'hésite d'ailleurs pas à saluer la décision des pouvoirs publics portant suspension des activités sportives dans le cadre des mesures de prévention contre le Coronavirus. «Déjà, le fait de jouer à huis clos a fait perdre aux rencontres leur passion, et aux joueurs leur motivation. Et vu le danger auquel nous sommes exposés, il n'y avait pas de meilleure solution que de suspendre les compétitions sportives», a déclaré à l'APS le président du club banlieusard d'Oran. Privé de ses supporters, l'OMA a laissé des plumes à domicile contre l'AS Khroub (1-0), samedi passé dans le cadre de la 23^e journée, une défaite ayant hypothéqué davantage l'avenir de cette formation dans l'anti-chambre de l'élite. En effet, l'équipe a glissé à la 13^e place avec 26 points, devançant de deux unités

seulement le 14^e et premier potentiel reléguable, la JSM Béjaïa, et ce, avant sept journées de la clôture de la compétition. Mais pour le président de la formation-phare de la ville de la pétrochimie, le huis clos n'était pas la seule raison de la défaite de son équipe, car cette dernière a vécu de nouvelles turbulences avant la réception de l'ASK. «Avant cette rencontre, nous avons traversé une nouvelle zone de turbulence à cause des interminables problèmes financiers qui ont poussé les joueurs à boycotter les entraînements pour réclamer la régularisation de leur situation financière. Je profite de l'occasion pour lancer un nouvel appel aux autorités de la wilaya d'Oran afin de nous venir en aide, surtout que nous sommes réellement exposés à la relégation à cause de la crise financière qui secoue le club depuis le début de la saison», a-t-il déploré. Il a informé au passage que des instructions ont été données à ses joueurs pour s'entraîner individuellement au cours de cette période de suspension des compétitions, souhaitant qu'ils fassent preuve pour l'occasion de «professionnalisme».

JSM Tiaret

«Ezzerga» tout proche d'accéder

LA JSM Tiaret a réussi une remontée spectaculaire au classement de la Division nationale amateur (DNA) lui ayant permis de postuler désormais à l'un des six billets donnant accès en Ligue 2 de football (Gr. Ouest). Pourtant, au vu du parcours de cette équipe lors de la phase aller de la compétition, conjugué à la crise financière et administrative qui a secoué le club, personne ne misait sur son retour en force au cours de la deuxième partie de la saison. Et même si la belle série d'Ezzerga a été stoppée lors de la précédente journée après sa défaite sur le terrain du RCB Oued Rhidou (2-0), l'un des candidats à la montée, elle garde toujours sa sixième place au classement. Dans l'entourage du club, on estime que le mérite dans cette ascension revient au nouvel entraîneur, Abdellah Mecheri, un technicien à l'expérience avérée grâce à son vécu comme joueur puis entraîneur sous les couleurs de gros bras de football de l'Ouest du pays en particulier. En tout cas, Mecheri, arri-

vé au club en janvier dernier, croit dur comme fer en les chances des siens de terminer parmi les six heureux premiers au classement, synonyme d'une accession en Ligue 2, un pari que le club a échoué à réaliser lors de la précédente saison, alors qu'il était bien parti pour l'atteindre, rappelle-t-on. «Il est vrai que j'ai rejoint la JSMT dans des conditions très difficiles, vu que l'équipe se morfondait au bas du classement. Mais avec un travail psychologique auquel les joueurs ont vite répondu, nous avons réussi à redresser la barre», a déclaré Mecheri, estimant que seul le CR Témouchent, solide leader de la poule Ouest, «qui est déjà assuré de la montée, alors que la course reste ouverte pour plusieurs autres postulants à l'accession». Avant six journées de l'épilogue de la saison, les protégés de Mecheri comptent 32 points, mais ils sont talonnés de près par plusieurs formations, à l'image du SKAF Khemis Meliana, de l'U Remchi, et de l'USMM Hadjout.

Après les sanctions de la LFP à l'égard de l'ESS Les Sétifiens crient à l'injustice

■ Membres de l'équipe sétifiennne et supporters se sont dits choqués après les sanctions prononcées par la Commission de discipline de la Ligue professionnelle de football (LFP), qui a décidé le huis clos pour six matchs pour les deux formations des Hauts-Plateaux, l'ES Sétif et le CA Bordj Bou Arréridj, après le match aller des quarts de finale de la Coupe d'Algérie qui s'était joué au stade du 20-Août-55 de Bordj Bou Arréridj et qui s'était soldé sur un score nul, un but partout, et a connu une fin apocalyptique avec des scènes choquantes de violence.

Les fans de l'ESS ne comprennent pas ces sanctions



Par Mahfoud M.

En effet, et en plus de la dégradation importante qu'a subie le terrain du stade du 20-Août, des affrontements ont été enregistrés dans et en dehors du stade, en plus des véhicules de certains fans de l'Entente qui ont été saccagés et incendiés.

Outre la sanction du huis clos imposé aux deux clubs, ceux-ci se sont vu infliger une amende de 400 000 dinars et seront privés également de la quote-part due au titre des droits de télévision pour ce match.

«La commission constate et

qualifie les incidents survenus lors de cette rencontre comme incidents graves conformément à l'article 73 du code disciplinaire de la FAF», a souligné cette structure sur son site internet. Ladite commission a désigné «une commission ad hoc pour l'évaluation des dégâts matériels occasionnés à l'intérieur du stade par les supporters du club sétifienn, en conséquence le club ESS est tenu de rembourser tous les frais des dégâts pour le gestionnaire du stade 20-Août-1955 qui seront évalués par ladite commission». La commission de discipline va proposer au Bureau exécutif de la Fédération algé-

rienne (FAF) de «programmer le quarts de finale (retour) de la Coupe d'Algérie à huis clos qui sera comptabilisé dans la sanction des 6 matchs à huis clos». De son côté, l'entraîneur tunisien de l'Entente, Nabil Kouki, a écopé de deux matchs de suspension ferme (interdiction de terrain et des vestiaires) pour «mauvais comportement envers officiel» es Sétifiens pensent que ces sanctions sont exagérées, surtout que leur club a été une victime mais la ligue l'a mis sur un pied d'égalité avec les Bordjiens qui sont derrière cette violence.

M. M.

CHAN-2020

La compétition n'aura pas lieu

Le championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, qui devait se dérouler au Cameroun (4-25 avril) a été reporté jusqu'à nouvel ordre, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont annoncé mardi la Confédération africaine de football (CAF) et le Comité d'organisation (CoCHAN).

«Au regard de toutes les considérations critiques liées à cette urgence de santé publique internationale, constitutive d'un cas de force majeure, un réarmé-

nagement du calendrier de la compétition est apparu nécessaire.

Aussi, conformément aux directives de la haute hiérarchie ainsi qu'au plan de riposte gouvernemental contre la pandémie, et d'un commun accord avec les autorités de la Confédération africaine de football (CAF), le principe du report du CHAN Cameroun 2020 à une période plus propice a été retenu», a écrit le CoCHAN dans un communiqué. La décision de l'instance dirigeante du football africain intervient quatre jours après celle relative au

report des deux prochaines journées des qualifications de la CAN-2021, prévues initialement en mars courant (25-31 mars) pour la même raison. «Dans cette perspective, les nouvelles dates de la compétition seront arrêtées en fonction de l'évolution de la situation et communiquées en temps opportun», précise la même source. La compétition, équivalente de la CAN pour les joueurs locaux, était censée avoir lieu du 4 au 25 avril au Cameroun qui compte 10 cas de coronavirus sur son sol.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Lancement de réhabilitation de l'AEP de plusieurs quartiers

L'ALGÉRIENNE des eaux (ADE) de Tizi Ouzou a annoncé, hier, le lancement de la deuxième phase de réhabilitation du système d'alimentation en eau potable (AEP) du chef-lieu de la wilaya. Cette deuxième phase de l'opération devrait toucher la partie Ouest de la ville des Genêts, soit les quartiers alimentés à partir des réservoirs de Boukhalifa et Tala Alam, a précisé la même entreprise dans un communiqué. Les travaux, dont l'objectif est d'améliorer la dotation en eau de ces quartiers, considérés comme étant l'un des plus déshérités du chef-lieu

de wilaya, consistent en la mise à niveau de tout système de distribution d'eau en vigueur dans ces quartiers, souligne la même source. Cette deuxième phase de réhabilitation comprend plusieurs chantiers à terme, à savoir : le renouvellement de l'ensemble des équipements et installations hydrauliques actuels (stations, forages...etc.) l'élévation de la capacité de stockage d'eau produite à partir du champ captant de Boukhalifa, avec la réalisation de nouveaux réservoirs d'eau, conclut l'ADE de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Aéroport d'Alger

Arrestation d'un individu en possession de 14 000 euros non déclarés

UN INDIVIDU qui s'apprêtait à embarquer sur un vol à destination d'Istanbul a été intercepté par les forces de police des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger, en possession de 14 000 euros non déclarés, indique hier un communiqué des la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Par ailleurs, les forces

de la police judiciaire relevant des sûretés des wilayas de Boumerdès et Tlemcen ont mis fin, au cours de cette semaine, aux agissements de deux présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue et de psychotropes, ajoute la même source.

L. M.

Coronavirus

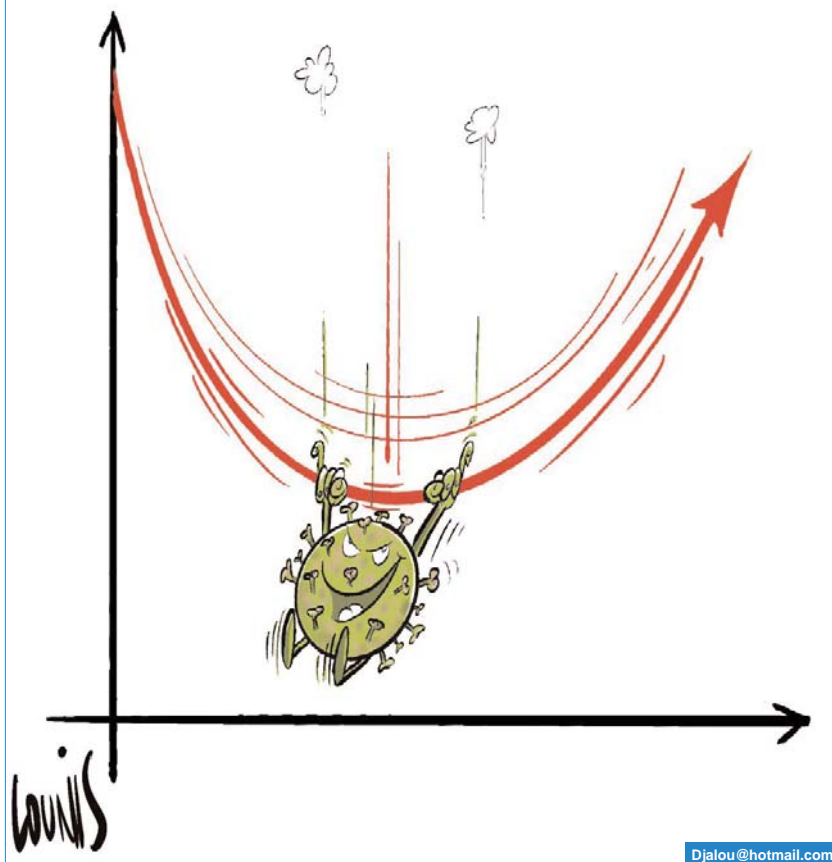
Plus de 1 200 échantillons suspects analysés par l'Institut Pasteur en un mois

LE DIRECTEUR de l'Institut Pasteur d'Alger, Fawzi Derrar, a affirmé hier que plus de 1 200 échantillons suspectés porteurs du coronavirus (covid-19) ont été analysés à ce jour par l'Institut, ajoutant que des efforts sont en cours pour former des équipes chargées de l'analyse des échantillons dans l'est et dans l'ouest du pays. Intervenant au forum du quotidien «El Moudjahid», D' Derrar a souligné que «le laboratoire de référence de l'Institut Pasteur a analysé en moins d'un mois plus de 1 200 échantillons suspectés porteurs du coronavirus (Covid-19), précisant que 67 cas positifs ont été enregistrés à ce jour». L'Institut Pasteur dispose de tous les moyens nécessaires pour effectuer les analyses, a-t-il assuré. «Nous œuvrons actuellement à équiper deux annexes de l'Institut dans les wilayas d'Oran et de Constantine en matériel nécessaire aux analyses, ainsi qu'à la formation d'équipes de dépistage du virus», a affirmé le même responsable, ajoutant qu'une évaluation de la situation sera effectuée en début avril prochain, soit 14 jours après la période d'incubation pour les personnes récemment arrivées en Algérie. Il a souligné qu'à ce jour tous les cas recensés por-

teurs du virus sont des cas récemment venus en Algérie, ajoutant que la décision de mettre une wilaya en quarantaine ou d'annoncer l'état d'alerte dépendait du nombre de cas enregistrés. «En ce moment le nombre de cas enregistrés n'a pas encore atteint 100 ce qui ne nécessite pas la prise voire l'annonce de telles mesures», a-t-il fait savoir. Il a salué, par la même occasion, les mesures prises par les pouvoirs publics ainsi que les décisions annoncées mardi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui sont à même de contribuer à la maîtrise de l'épidémie avec la coopération des citoyens et des associations activant dans le domaine. Répondant à une question sur le vaccin anti-corona annoncé par l'expert en astronomie, Loth Bounatiro, D' Derrar a indiqué que «l'Institut Pasteur ne dispose pas de prérogatives pour émettre son avis concernant l'efficacité d'un vaccin ou un médicament quelle que soit sa nature». Qu'il s'agisse du vaccin annoncé par M. Bounatiro ou d'un autre, «il faut respecter les procédures en vigueur pour breveter le médicament avant sa commercialisation», a conclu M. Derrar.

Baya N.

Impact du coronavirus sur l'économie



Djalou@hotmail.com

Transport aérien

Air Algérie suspend tous ses vols internationaux

■ La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé hier la suspension de tous ses vols internationaux à partir d'aujourd'hui, selon communiqué de la société.

Par Slim O.

«Air Algérie informe son aimable clientèle de la suspension de tous ses vols internationaux à partir d'aujourd'hui mercredi 18 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre», a-t-il précisé. Cette décision est prise dans le sillage des mesures préventives en raison de la propagation du nouveau Coronavirus. Auparavant, Air Algérie avait décidé de réduire ou suspendre ses vols de et vers plusieurs destinations internationales, à savoir : la Chine, l'Arabie Saoudite, le Maroc, la France,

l'Italie et l'Espagne. Lundi, le Gouvernement avait décidé de suspendre temporairement, toutes les dessertes de voyageurs aériennes et maritimes entre l'Algérie et plusieurs régions du monde qui connaissent la propagation de la pandémie de «coronavirus». Il s'agit notamment des vols de et vers la Tunisie, l'Égypte, les Emirats arabes unies, Qatar, Jordanie, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, ainsi que les des

sertes de voyageurs aériennes et maritimes à destination ou en provenance de

l'Europe. Air Algérie, avait toutefois, rassuré sa clientèle impactée par ces décisions de la possibilité de rembourser les billets (déjà achetés) jusqu'à la fin de l'année en cours, soulignant qu'aucun déplacement immédiat au niveau des points de ventes n'est nécessaire.

Ces suspensions de vols avaient été, toutefois, accompagnées de plusieurs opérations de rapatriement de ressortissants algériens établis dans les pays concernés.

S. O./APS

Médéa

Saisie de plus de 150 quintaux de farine destinés à la spéculation

Plus de 150 quintaux de farine subventionnée, destinée à alimenter le circuit informel, ont été saisis, hier, à Médéa, lors d'une opération conjointe menée par les éléments de la police judiciaire (PJ) et la direction du commerce, dans le cadre de la lutte contre les pratiques spéculatives, a indiqué un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette opération est intervenue suite à un contrôle routinier d'un

camion transportant une quantité de farine, acquise par un commerçant exerçant une activité autre que celle figurant sur son registre du commerce, a-t-on indiqué. Une perquisition opérée dans un local appartenant à ce commerçant, détenteur d'un registre du commerce de vente d'aliment de bétail, a permis aux éléments de la brigade mixte (sûreté-commerce) de découvrir un stock, estimé à 150 quintaux

de farine, que ce commerçant s'apprêtait à écouler sur le marché, au double de son prix, a-t-on ajouté. Outre la saisie de la totalité du stock et la fermeture administrative du local, une action a été introduite en justice par la Direction locale du commerce à l'encontre de ce commerçant pour pratique spéculative et frauduleuse, note le même communiqué.

S. O./APS